

CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2018

Plan d'action



SOYEZ AUDACIEUX. SOYEZ BRAVE. EXIGER MIEUX.



Soyez audacieux. Soyez courageux. Exigez davantage

Plan d'action du SCFP Ontario en 2018

Introduction

1. Le plan d'action du SCFP Ontario vise à accomplir plusieurs objectifs. L'idée du plan d'action fut conçue au début des années 2000 et bien qu'elle ait changé au fil des années, ses objectifs fondamentaux demeurent les mêmes. L'importance du plan d'action se fonde sur la communication de nos principes, notre situation actuelle, où nous voulons nous diriger en tant que dirigeants du mouvement syndical. Elle rehausse les défis dont nous faisons face à l'intérieur de notre syndicat et à cause des forces extérieures et rehausse un plan d'action que nous entreprendrons en tant que syndicat pour répondre aux enjeux devant nous.
2. Le congrès est le groupe décisionnel le plus important au sein de notre syndicat et les résolutions informent et forment le chemin de notre syndicat. Bien que nous essayons d'entendre le plus de résolutions possible, malheureusement, certaines ne sont pas abordées par l'assemblée au congrès. Par conséquent, la pratique normale de débats portant sur les résolutions qui en découle n'est pas entendue par tous les délégués et il est impossible de voter sur celles-là. Les résolutions non résolues sont ensuite renvoyées au conseil exécutif pour les traiter.
3. Tous nos comités sectoriels et de l'égalité donnent de la rétroaction sur le plan d'action avant de le présenter au congrès. Le plan d'action est débattu pendant trois jours et peut être modifié par l'assemblée au congrès. Ceci donne une opportunité supplémentaire à tous nos membres d'entendre leurs voix et d'avoir de la rétroaction sur la direction de notre syndicat.
4. À la fin du congrès, notre plan d'action est adopté et celui-ci guidera tout notre travail, que ce soit nos membres ordinaires, nos sections locales ou nos dirigeants élus.

Antécédents

5. À la veille des élections provinciales, les travailleurs dans cette province ont un choix austère à prendre au moment de décider à quoi aura l'air le prochain chapitre dans les vies des ontariens. Suite à presque quinze ans d'un gouvernement Libéral et une décennie depuis la pire crise financière après la Grande Crise, la classe ouvrière continue à être en dernière place. Par exemple, l'austérité continue, le sabrage de services publics, la privatisation des actifs publics, la déréglementation et les politiques fiscales

favorisant les sociétés et les riches ont mené à un désenchantement et à la désillusion de la classe ouvrière. La classe des sociétés chérissent ces mesures au moment d'augmenter leurs propres profits. Soit les riches ne comprennent pas, soit ils n'ont aucun intérêt sur les impacts que ces mesures ont sur les travailleurs. Que ce soit par la perte d'emplois, des heures imprévisibles ou des salaires stagnants, les travailleurs doivent payer le prix pour le progrès des riches. Les riches n'aideront pas les travailleurs si ça blesse leurs résultats financiers. C'est aux travailleurs de se lever ensemble et de s'entraider.

6. Le SCFP Ontario lutte pour de meilleurs salaires, conditions de travail et bénéfices pour tous nos membres. Notre travail ne s'arrête pas là. Notre but est d'être au centre du combat pour améliorer les vies de toute la classe ouvrière, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du travail, que ce soit dans un espace syndiqué ou pas. Nous reconnaissons qu'il nous faut des communautés robustes qui peuvent résister contre ceux qui veulent nous démolir.
7. La réalité est que les problèmes de la classe ouvrière ne s'arrêtent pas au travail, et nous non plus. Afin de bâtir un meilleur Ontario, notre travail de solidarité doit aller au-delà de nos murs syndicaux pour inclure d'autres enjeux de justice sociale.
8. Nous sommes le syndicat le plus grand de la province et du pays, ce qui nous donne une position stratégique pour poursuivre nos efforts. Il y a beaucoup de diversité chez nos membres et nous avons l'accès aux ressources pour amplifier nos voix. En tant que syndicat du secteur public, notre détermination inébranlable pour exiger un secteur public robuste et en santé est impérative dans ce combat.
9. Nous devons marcher côte-à-côte et travailler main-en-main avec d'autres mouvements sociaux pour renforcer notre pouvoir collectif. Nous devons être audacieux dans notre vision pour changer cette province. Nous devons être courageux dans les tactiques que nous utilisons pour atteindre cet objectif. Nous devons exiger mieux des politiciens qui nous desservent et nous nous attendons à ce qu'ils luttent pour nos intérêts. Nous travaillerons avec nos membres pour améliorer leurs compétences et bâtir le pouvoir politique. Nous grandirons notre syndicat afin de bâtir notre pouvoir, y compris le recrutement de travailleurs précaires. Nous serons audacieux, nous serons courageux et nous exigerons davantage.

Le SCFP Ontario :

10. Continuera à bâtir notre syndicat en utilisant le nouveau modèle « Plus forts ensemble » qui vient d'être lancé pour avoir des conversations individuelles. Nous incluons tous les membres du syndicat, y compris les membres à la recherche de l'équité, dans nos conversations et campagnes pour animer l'inclusion et bâtir le pouvoir dans notre syndicat.

11. Continuera à animer la formation de militants et en politiques aux événements du SCFP Ontario, bâtissant sur le travail effectué à notre conférence sur l'action politique. Ceci nous aidera dans notre travail pour intensifier le militantisme de nos actions. Bâtir notre mouvement syndical sous l'objectif du militantisme posera la base pour une grève générale potentielle, s'il y a lieu.
12. Travaillera avec les partenaires de coalitions et le mouvement pour la justice sociale pour amplifier notre pouvoir collectif.
13. Continuera à fournir du soutien politique, stratégique et pour les campagnes aux sections locales afin de les aider dans nos objectifs de négociations.
14. Travaillera avec le SCFP National pour recruter des travailleurs précaires et recruter l'ensemble des lieux de travail afin de faire grandir notre syndicat et pour augmenter la densité syndicale. Développera un plan pour revitaliser et rebâtir nos conseils régionaux du SCFP, qui nous aideront à travailler à travers les secteurs et à travers les géographies pour faire progresser nos intérêts.
15. Appuiera la nationalisation d'industries majeures, y compris les services publics, les ressources naturelles et les moyens de transport.
16. Travaillera avec nos secteurs et continuera à riposter contre la privatisation dans toutes ses formes, y compris : la privatisation en gros, la vente des actifs publics, les partenariats public-privé (PPP), le désinvestissement municipal vers une livraison à but non lucratif, des demandes accrues et des « études » exigeant la sous-traitance de notre travail, des services partagés, la mise en service, la diversification des modes de financement et d'approvisionnement alternatifs (DMFA), ainsi que les contrats d'impact social (CIS). Nous travaillerons avec nos secteurs pour ramener les services à l'interne s'ils furent sous-traités.
17. Continuera à travailler avec nos secteurs pour bâtir les connaissances sur les régimes de retraite et la capacité de plaider chez nos membres. Ceci sera accompli avec des opportunités pédagogiques et des campagnes pour défendre les régimes de retraite à prestations déterminées, y compris le plaider pour améliorer l'accès à un régime de retraite au travail chez nos membres.

Le paysage social, économique et politique

18. Ontario a vu une croissance de forces **sociales, économiques et politiques** de l'extrême droite qui ont utilisé leur influence pour blesser les Ontariens. Leurs tactiques dévaluent et déshumanisent les plus marginalisés, y compris les travailleurs racisés, autochtones et ceux touchant un faible revenu. Ces forces de l'extrême droite blessent nos membres activement et causent des impacts négatifs à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail. Le SCFP Ontario est responsable pour répondre à ces forces.

Social

19. Les groupes nationalistes blancs (connus aussi sous le nom d'alt-right) qui font la promotion de la suprématie des blancs, comme Ontario Proud, ont vu une croissance rapide en Ontario. L'Ontario n'est pas isolée; d'autres provinces ont vu la formation de groupes semblables et nous devrions tous être très préoccupés. Tel qu'observé par l'expert en engagement Matt Price, les groupes « Fiers se joignent aux rangs de l'infrastructure politique conservatrice, avec des groupes comme le Centre Manning (formation), l'Institut Fraser (politiques) et Rebel Media (communications). Celles-ci sont quelques composantes de l'écosystème conservateur qui appuient les partis et politiciens conservateurs aux niveaux fédéral, provincial et municipal. »¹ Les mêmes sur les médias sociaux de l'extrême droite semblent embêtants, mais en réalité, ils blessent les individus qui se sentent marginalisés.
20. Bien qu'Ontario Proud semble être modéré par rapport à d'autres groupes nationalistes blancs plus proéminents, nous ne devons pas ignorer le fait que ces groupes renforcent le travail de l'extrémisme de la droite en Ontario. Les groupes blancs nationalistes comme Soldiers of Odin, sont des installations de plus en plus proéminentes à travers l'Ontario, propageant la haine à tous ceux qui leur prêteront une oreille. Une étude récente par les criminologues à l'Université Simon Fraser rehausse que plus de 20 groupes extrémistes en Ontario utilisent la violence pour promouvoir les idéologies qui sont racistes, homophobes ou nationalistes.² Malgré ce niveau d'activité, l'Ontario a des antécédents abominables pour répondre à ces groupes. En novembre 2017, James Sears, l'éditeur de *Your Ward News* à l'est de Toronto, fut accusé de la promotion volontaire de la haine contre les femmes – la première fois dans l'histoire de l'Ontario que cette accusation a jamais été imposée en Ontario. Les extrémistes utilisent aussi une variété de moyens pacifiques pour faire progresser leurs objectifs; par exemple, John Beattie, le fondateur du Parti Nazi Canadien, s'est présenté comme maire adjoint dans les dernières élections municipales.³ Lorsque les Nazis se présentent candidats aux élections, ceci normalise leur haine.
21. Pour compléter ce groupe dangereux, il y a le professeur en psychologie Jordan Peterson de l'Université de Toronto. Dans les vingt-quatre derniers mois, Peterson est devenu une vedette canadienne à l'intérieur du mouvement alt-right. Sa notoriété ne provient pas de ses recherches mais plutôt de sa position sur les droits transgenre, en particulier, son refus d'appeler les étudiants en utilisant le pronom genré de leur choix. Peterson se présente avec un comportement calme et rationnel qui pourrait nous faire croire que ses idées sont inoffensives. Cependant, en réalité, les idées de Peterson sont dangereuses. Peterson tire systématiquement sur la colère des hommes blancs en atteignant leur paroxysme, ce qui a des implications réelles sur nos communautés.

¹ <https://thetyee.ca/Opinion/2017/07/05/Canada-Conservatives-Upping-Digital-Game/>

² <https://www.utpjournals.press/doi/abs/10.3138/cjccj.2016.0029>

³ <http://nationalpost.com/news/canada/canadian-nazi-party-founder-running-for-office-in-ontario-township>

22. La mobilisation du mouvement alt-right est un danger sérieux et une menace à notre société. Dans les seize derniers mois, nous avons témoigné les résultats violents mortels d'idéologies nationalistes des blancs. En début 2017, les fusillades à la mosquée au Québec où six personnes furent tuées furent liées à un membre du groupe alt-right. Plus récemment, l'attaque de la fourgonnette à Toronto qui a tué dix personnes en avril dernier, y compris un membre du SCFP, et blessant gravement deux autres membres du SCFP, rehausse que la radicalisation d'hommes blancs, qui mobilisent leur colère envers des groupes historiquement opprimés (minorités religieuses, raciales, sexuelles, entre les sexes et femmes) peut devenir mortel. Il est important de nommer ces attaques avec leurs noms respectifs : l'islamophobie, la xénophobie, la transphobie, le racisme et la misogynie.
23. Bien que nos membres fassent face à la violence provenant de forces externes, comme l'extrême droite, il est aussi important de reconnaître le travail que nous devons faire à l'intérieur de nos propres syndicats. Le SCFP Ontario est là pour aider avec ce travail avec l'objectif ultime d'améliorer la diversité et l'inclusion de notre syndicat.

Le SCFP Ontario :

24. Développera une campagne contre le racisme pour combattre le fascisme, la suprématie des blancs, le racisme contre les noirs, l'islamophobie et le racisme contre les autochtones.
25. Développera un atelier sur le racisme environnemental (c'est-à-dire, traiter le racisme avec le même sens d'urgence que nous faisons avec d'autres produits toxiques comme l'amiante) qui sera livré aux cours et conférences sectorielles du SCFP Ontario.
26. Développera une campagne qui se concentre sur une réplique au mouvement alt-right et à la suprématie des blancs dans nos collectivités.
27. Recueillera des données pour comprendre les expériences des membres racisés et pour éduquer les sections locales à propos de ces expériences.
28. Encouragera activement les membres autochtones et racisés à participer aux congrès du SCFP Ontario et aux ateliers de formation.
29. Continuera à pousser pour l'ajout de postes pour l'égalité sur le conseil exécutif du SCFP National.

Économique

30. Notre système économique actuel lance les travailleurs l'un contre l'autre, ce qui nous laisse avec les miettes de la classe capitaliste. Le néolibéralisme a permis à la classe capitaliste de prospérer et a préparé le terrain pour la rancœur alimentée par alt-right. Le slogan du néolibéralisme, « Il n'y a pas d'alternative » fut fameusement articulé par la

Première ministre conservatrice de l'Angleterre Margaret Thatcher.⁴ La phrase fut conçue pour encadrer l'économie de marché comme la seule option : une économie avec un gouvernement plus petit, une réduction des services sociaux, des budgets d'austérité, la privatisation des actifs publics, le libre commerce et l'élimination des syndicats. Plusieurs gouvernements à travers la planète, y compris les nôtres, opèrent sous cette logique économique. Le travail en concert entre l'industrie bancaire et les sociétés multinationales transmet le message qu'il n'y a pas une autre alternative économique. Plusieurs d'entre nous acceptons l'idée que nous sommes individuellement responsables pour nos avenir.

31. En tant que membres du syndicat, nous savons que l'union fait la force et nous poussons de l'avant en comprenant que nos combats sont reliés. Nos conventions collectives nous donnent du pouvoir pour affronter les employeurs. Mais nous pouvons faire davantage.
32. En tant que contribuables et en tant que membres du syndicat avec du pouvoir politique, nous pouvons nous affirmer et pousser vers un système économique qui reflète la façon dont nous voulons voir nos communautés. Nous comprenons l'importance des taxes, mais ces taxes devraient être utilisées pour payer pour les services que nous valorisons, y compris les soins de santé, les services sociaux, l'éducation et les services municipaux. Nos membres peuvent être rémunérés adéquatement et prendre leur retraite avec dignité si les ressources sont détournées des subventions aux sociétés vers les soutiens pour la classe ouvrière.

Politique

33. Être audacieux, courageux et demander davantage peut mener à des victoires. Nos membres ont démontré leur force collective dans leurs combats personnels et auprès des collectivités sur la ligne de piquetage. Les employeurs proposent des concessions, sous forme de gels salariaux, l'érosion de prestations négociées antérieurement, la sous-traitance de nos emplois, une plus grande précarité et des offres à deux vitesses. Nos membres ont été audacieux et courageux dans leur réponse et ont réussi à négocier des conventions collectives justes et équitables.
34. Nos travailleurs ne sont pas les seuls. Les dernières grèves des enseignants aux États-Unis représentent un bon exemple de la classe ouvrière qui est plus puissante en travaillant ensemble. Les grèves des enseignants se sont dispersées à travers plusieurs états, y compris la Virginie occidentale, Oklahoma, Arizona, Kentucky, Caroline du Nord et Colorado. Les enseignants ont réussi à exploiter les préoccupations liées à la justice sociale en créant le lien entre un salaire de pauvreté et des salles de classe sous-

⁴ Berlinski, Claire (le 8 novembre 2011). *There Is No Alternative: Why Margaret Thatcher Matters* (2^{ème} éd.). Basic Books

financées pour les étudiants. Ceci nous rappelle de la grève militante et fructueuse du syndicat des enseignants de Chicago de 2012. Les enseignants aux États-Unis sont devenus audacieux et ceci a généré des victoires dans les communautés.

35. En Ontario, nous avons deux opportunités immédiates pour mobiliser le pouvoir de nos syndicats et faire basculer le cours du gouvernement avec une alternative au néolibéralisme. En 2018, il y aura des élections provinciales et municipales. Les deux élections offrent des opportunités vitales pour la classe ouvrière d'affirmer nos voix et nous faire entendre. Nous sommes un des groupes d'électeurs le plus grand de la province, et il est fondamental d'élire des gouvernements qui ont la volonté de renverser le néolibéralisme et de mettre les besoins des travailleurs au premier rang. Il nous faut un gouvernement qui mettra les politiques progressistes, les services publics, le bien-être de nos communautés et les enjeux des plus marginalisés au premier rang.
36. À cette fin, nos efforts ne peuvent pas conclure aux urnes électorales. Nous devons rester engagés dans le processus politique, peu importe qui est élu, et entre chaque élection. Nous devons faire en sorte que ceux qui sont au pouvoir soient imputables envers nous, la classe ouvrière.

Provincial

37. Au niveau provincial, nous sommes à une semaine d'une élection où les choix sont clairs, mais aussi austères.
38. Doug Ford et les conservateurs progressistes ont établi un plan qui aura des conséquences dévastatrices sur la classe ouvrière. Le plan se concentre sur une réduction de la taille du gouvernement provincial d'au moins quatre pourcent, ce qui réduirait les dépenses du gouvernement d'environ 6 milliards de dollars par an. Ceci se traduit directement à environ 40 000 à 50 000 emplois perdus, ce qui aura un impact direct sur nos membres et nos communautés.⁵ Ces travailleurs dépensent leurs chèques de paye dans l'économie locale et sont l'épine dorsale de leur communauté. En comparaison, ceci se rapproche rapidement à la promesse de son prédécesseur Tim Hudak de congédier 10 000 employés du gouvernement.
39. Doug Ford accélérera la privatisation. Il a fameusement dit qu'il allait « privatiser et sous-traiter tout ce qui n'est pas cloué au plancher » – qu'il ne va pas « laisser quoi que ce soit au hasard » dans sa quête vers la privatisation, ce qui inclurait les soins de santé, les services hydroélectriques, les services sociaux et communautaires et l'éducation.⁶ Céder le contrôle de ces services publics fondamentaux au secteur privé, qui s'inquiète seulement de générer des profits, serait dévastateur. La privatisation accélérera les

⁵ <http://www.macleans.ca/economy/economicanalysis/to-balance-ontarios-budget-without-a-carbon-tax-the-pcs-will-need-deep-cuts-to-spending-and-jobs/>

⁶ <https://www.theglobeandmail.com/news/toronto/toronto-mayor-fords-drive-to-privatize-stalled-as-councillors-take-control/article4099571/>

pertes d'emplois, agrandira la division entre les riches et le reste d'entre nous, et tout aussi important, nos collectivités perdront leur voix dans la direction de cette province.

40. Doug Ford et les conservateurs se déguisent en défenseurs de la classe ouvrière, mais notre souvenir est plus long que leur plateforme qui vient tout juste d'être créée. Ford est un multimillionnaire qui a passé sa carrière à privatiser le travail et à réduire les emplois (par exemple, le ramassage des ordures à Toronto), à bâtir sa profession sur les dos des travailleurs. N'oublions pas : En 2013, le parti Conservateur a organisé des campagnes pour couper 100 000 emplois dans le secteur public, ce qui correspond à un sur six emplois au gouvernement. Cette mesure dévastatrice aurait ramené l'Ontario de retour à une récession.
41. Ils ont aussi prôné d'adopter des lois antisyndicales come les lois de droit de travail (connues aussi sous le nom de lois de droit de travailler pour moins). Les conservateurs ont déclaré que les travailleurs qui bénéficient d'un salaire syndical ne devraient pas « devenir membres d'un syndicat ni payer des cotisations syndicales comme condition d'emploi ». Cette déclaration fut modelée d'une loi en 2011 du gouverneur républicain américain Scott Walker, qui a introduit des lois de droit de travail à Wisconsin. Cette loi a blessé la paye des enseignants. Ceci a eu des implications à long terme, avec une réduction des rémunérations de 12,6 pourcent par rapport à la période avant l'introduction de la loi.⁷ S'il est élu, nous pouvons confier sur le fait que Doug Ford et les conservateurs feront de même en Ontario.
42. Doug Ford et les conservateurs ne sont tout simplement pas le choix pour la classe ouvrière.
43. Une autre alternative déplorable serait de continuer avec la Première ministre Kathleen Wynne et le gouvernement Libéral. Les Libéraux ont été au pouvoir pendant presque quinze ans et leurs antécédents sont déplorables. Ils ont perfectionné l'art de blesser progressivement la classe ouvrière et de se réinventer pour ensuite se présenter comme des sauveurs.
44. Les Ontariens ne seront pas trompés par les lois progressistes fausses (aussi appelées fauxgressives) qui ne font rien pour réparer le dommage causé. Dans les douze derniers mois, les Libéraux ont proposé deux lois pour le retour au travail.
45. En dollars réels, le salaire moyen d'un Ontarien est plus faible aujourd'hui par rapport à l'époque où le gouvernement Libéral a pris le pouvoir. L'austérité a causé un effet dévastateur sur les services publics. Pendant des années, ce gouvernement s'est vanté qu'il dépense le moins par personne sur les services publics par rapport à tout autre gouvernement provincial au Canada. Une vue d'ensemble rapide de tout hôpital dévoilera quel était le prix à payer - les civières dans les couloirs sont devenues une

⁷ <https://www.americanprogressaction.org/issues/economy/reports/2017/11/15/169146/attacks-public-sector-unions-harm-states-act-10-affected-education-wisconsin/>

banalité. La réduction des services publics est encore plus flagrante contre un arrière-plan d'inégalité accrue en Ontario.

Hydro One

46. La vente à rabais d'Hydro One par les Libéraux, ainsi que d'autres actifs publics, donne plus de contrôle sur notre économie à la rue Bay. Les ravages que ceci a créé veut dire que les gens doivent prendre des choix difficiles, comme garder les lumières allumées ou acheter de la nourriture. Ce sont des choix que personne ne devrait prendre. Ceci se contraste vivement avec l'indemnité de départ de 10,7 millions de dollars du PDG de Hydro One. Les Libéraux ont privatisé Hydro One, un actif générant du revenu, pour permettre à la rue Bay de se remplir les poches. Ceci ne correspond pas aux meilleurs intérêts des Ontariens.

Taxes

48. Les taxes pour les riches et les sociétés ont vu des coupures constantes, en dépit des réclamations du gouvernement Libéral que leurs coffres étaient vides. Au lieu des impôts sur les sociétés qui payent pour la majorité des services publics que nous utilisons, le revenu personnel constitue la majorité de la base fiscale. Nous payons pour des services plus que jamais, tandis que les grandes sociétés peuvent exercer des pressions politiques pour continuer à enlever de plus en plus des mains des Ontariens.
49. L'économie va bien avec les profits des sociétés à des niveaux jamais vus, ainsi qu'un taux de chômage à des niveaux très bas. Ceci est un arrière-plan idéal pour réintroduire un système fiscal équitable qui permet aux sociétés et individus générant les plus hauts revenus, comme Doug Ford, de payer leur juste part. Cependant, contrairement au NPD Ontario, ce gouvernement Libéral refuse de générer du revenu et à la place, les Ontariens continuent à financer les réductions fiscales sur les sociétés et les riches.

Partenariats public-privé (PPP)

50. Les PPP privatisent le financement, la construction et l'exploitation des projets de travaux publics. En fin de compte, ça leur coûte plus que les formes traditionnelles de financement du secteur public, souvent sur les dos des travailleurs mal rémunérés qui construisent ces projets. Les Libéraux et les Conservateurs ont vu les PPP comme la solution de longue date pour ne pas devoir gouverner, même s'il y a des preuves accablantes contre ces projets. Le vérificateur général de la province a rehaussé continuellement sur plusieurs années les problèmes systémiques avec les PPP et a critiqué le gouvernement lorsqu'ils ont proposé tels projets. Les critiques incluent les coûts plus élevés de financement privé, les conflits importants des coûts d'entretien et aucune preuve pour justifier les projets qui prennent la forme de PPP.

51. L'effondrement de Carillion, une société de privatisation mondiale, illustre la nature risquée des PPP et de la sous-traitance. Carillion était la compagnie principale dans le consortium qui a construit l'hôpital civique de Brampton PPP, un projet qui, selon le vérificateur général de l'Ontario, aurait dû coûter 200 millions de dollars de plus par rapport à si la province avait fait un emprunt pour le construire publiquement.⁸ Un rapport plus récent du vérificateur indique que 74 projets PPP coûtent 8 milliards de plus à la province par rapport à s'ils étaient procurés publiquement. Les Ontariens ne peuvent pas se permettre de payer pour ces erreurs graves.⁹
52. Comme nous pouvons le voir, Kathleen Wynne et les Libéraux ne sont pas une option pour la classe ouvrière.

Une vision alternative

53. La plateforme du NPD Ontario place les intérêts de la classe ouvrière au premier rang.
- Ils amélioreront les lois sur le travail pour aider les travailleurs à se joindre à un syndicat, le meilleur outil pour intégrer les travailleurs à la classe moyenne. Ils introduiront l'accréditation par vérification des cartes d'adhésion dans tous les secteurs de l'économie, permettant aux employés de se joindre à un syndicat lorsque la majorité de la main-d'œuvre signe les cartes d'adhésion au syndicat et ils introduiront l'arbitrage de la première convention collective. Ils financeront aussi dix jours payés pour les survivants de violence sexuelle et domestique et augmenteront le congé de vacances pour les travailleurs à trois semaines par an.
 - Ils ont rehaussé une série de programmes universels qui amélioreront les services publics et le filet de sécurité sociale, y compris les garderies, les soins de santé, les soins pharmaceutiques et les soins dentaires.
 - Ils réduiront les factures d'électricité de 30 pourcent en rachetant les actions privatisées de Hydro One et en ramenant la possession et le contrôle dans les mains du public.
 - Pour ce faire, ils demanderont à ceux qui bénéficient le plus du système de payer leur juste part en augmentant le taux de l'impôt sur les sociétés de 13 pourcent et en augmentant les taxes sur le revenu personnel des plus riches, surtout ceux qui gagnent plus de 220 000 \$. Ils introduiront aussi une taxe de luxe pour les véhicules qui coûtent plus de 90 000 \$.
 - Ils mettront fin aux PPP inefficaces et d'autres formes de privatisation.
54. L'universalité des programmes sociaux présentés par le NPD Ontario est une contradiction totale des programmes en fonction des moyens souvent proposés par les Libéraux. Par exemple, les programmes universels s'appliquent équitablement à tous et

⁸ <http://www.auditor.on.ca/en/content/annualreports/arreports/en10/403en10.pdf>

⁹ http://www.auditor.on.ca/en/content/news/14_newsreleases/2014news_3.05.pdf

sont payés idéalement par des taxes équitables et progressistes. Lorsque les programmes sont créés en fonction des moyens, il y a de la pression de la part des Conservateurs de diminuer les bénéfices ou de les éliminer complètement. Les riches n'ont rien à perdre en ce qui concerne le financement adéquat ou le maintien de tels programmes. De plus, les gens sont souvent mal informés des programmes sociaux qu'ils utilisent spécifiquement, ou sont réticents d'en avoir besoin plus que d'autres, ou sont tout simplement incapables de remplir la documentation nécessaire pour prouver leur admissibilité.

55. Il y a beaucoup à perdre lors de ces élections provinciales. Le besoin de changer devient plus urgent tous les jours, car l'exclusion de la classe ouvrière produit du cynisme. Un des effets créés est un environnement qui menace le tissu de notre démocratie, empoisonne nos liens sociaux et intensifie la xénophobie, le racisme et les sentiments anti-immigrants. Le NPD Ontario et leur plateforme « Changer pour le mieux » permet à notre syndicat de se mobiliser et bâtir. C'est un ordre du jour qui parle de nos problèmes collectifs dans la classe ouvrière. **C'est audacieux, courageux et exige davantage.**

Municipalités

56. Moins de six mois après les élections provinciales, il y aura des élections municipales à travers l'Ontario. Nous avons une opportunité concrète pour voter pour nos employeurs avec les élections, les fiduciaires des conseils scolaires et représentants municipaux. Les décisions qui se font à ces niveaux ont un impact direct sur les membres du SCFP. Par exemple, les fiduciaires des conseils scolaires ont des pouvoirs importants concernant les fermetures scolaires et similairement, les conseillers municipaux prennent des décisions importantes pour garder le travail à l'interne ou pour faire de la sous-traitance. L'élection de conseillers et fiduciaires progressistes améliorera le sort de nos communautés.

Le SCFP Ontario :

57. Travaillera avec nos sections locales, comités et conseils de négociation pour créer des contacts directs avec plus de 260 000 membres du SCFP en Ontario pour les encourager à voter le 7 juin et à élire un gouvernement du NPD.
58. Ripostera contre la précarité, des propositions à deux vitesses, des négociations agressives de la part des employeurs pour les concessions.
59. Continuera à fournir du soutien pour les campagnes sectorielles, politiques, stratégiques pour créer un climat de négociation équitable. Ceci veut aussi dire qu'il y a un effort axé sur le soutien des membres du SCFP Ontario qui négocient dans des secteurs sans droit de grève.

60. Résistera toutes les demandes pour des concessions ou dispositions à deux vitesses dans les conventions collectives et défendra notre droit à des négociations collectives libres, y compris le droit de grève, tel que décidé par les politiques du conseil exécutif national.
61. Continuera à mettre de la pression pour obtenir des outils fiscaux progressistes pour permettre aux municipalités de payer pour les services fournis. S'opposera fortement à tout effort de privatisation, y compris les PPP. Continuera à travailler avec le SFCP National contre la Banque de l'infrastructure du Canada, qui travaille vers la privatisation de l'infrastructure municipale.
62. Appuiera le travail des brigades de solidarité dans les communautés, organisé avec les conseils régionaux du SFCP, qui peut travailler avec le conseil exécutif du SFCP Ontario, les conseils du travail, d'autres syndicats et les alliés communautaires. Nous partagerons les stratégies de campagne de grève fructueuses, y compris les tactiques numériques, les liens communautaires plus étroits, la grève de zèle et la défense des services que nous fournissons.
63. Continuera à mettre de la pression pour ramener Hydro One dans les mains du public.
64. Exigera une augmentation des dépenses sur des programmes qui, au minimum, suivent le même rythme que la population vieillissante, la croissance de la population et l'inflation.
65. Préconisera pour faire en sorte que les sociétés et les individus générant les plus hauts revenus payent leur juste part d'impôts.
66. Demandra à tous les niveaux du gouvernement de financer les services de santé mentale en Ontario. Mettra de la pression sur le gouvernement pour mettre des solutions en place pour combattre la crise d'opioïdes. Continuera à dresser une campagne pour élargir le soutien et les services communautaires.
67. Continuera à travailler avec nos partenaires de coalition pour exiger des programmes sociaux universels pour tous les Ontariens.
68. Continuera à mettre de la pression sur le gouvernement pour fournir quatre heures de soins pratiques pour tous les résidents des soins de longue durée.

Travail décent - Loi de 2017 pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois (projet de loi 148)

69. En 2014, le gouvernement provincial a annoncé qu'il veut mettre la Loi sur les relations de travail (LRT) et la Loi sur les normes d'emploi (LNE) à jour. Quatre ans plus tard, avec du travail rigoureux de la part des groupes pour la justice sociale, les groupes religieux,

le NPDO et la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) et le reste du mouvement syndical, le gouvernement Libéral a introduit la Loi de 2017 pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois et a généré des étapes positives pour renforcer les normes de travail et d'emploi, y compris une augmentation du salaire minimum à 14 dollars de l'heure pour la plupart des travailleurs avec le salaire devant augmenter à 15 dollars de l'heure le 1^{er} janvier, 2019. Cependant, il y a plusieurs occasions ratées, les plus flagrantes étant : 1) de continuer à nier aux travailleurs l'opportunité d'exercer leur droit constitutionnel à se syndiquer avec l'accréditation par vérification des cartes d'adhésion; 2) ne pas inclure de loi contre les briseurs de grève; 3) l'exemption des plus marginalisés (par exemple, les travailleurs agricoles et les travailleurs domestiques) de la LRT; 4) l'exclusion des serveurs de boissons alcoolisées et des jeunes travailleurs du salaire minimum standard.

70. Bien que la Loi pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois a été adoptée, notre plaidoirie demeure immuable. Nous pousserons pour améliorer cette loi et nous continuerons aussi à concentrer nos efforts pour syndiquer les non syndiqués. De façon plus générale, la campagne 15 dollars et la justice a prouvé d'être un axe central pour plusieurs progressistes dans ce combat. Il y a un grand éventail de soutien, qui inclut le mouvement syndical, pour améliorer les vies de tous les travailleurs dans tous les milieux de travail. Les travailleurs dans toute la province continuent à faire campagne et à exiger des salaires équitables, et en fin de compte, de subsistance, peu importe qui sera au pouvoir la semaine prochaine. En travaillant avec des groupes comme 15 dollars et la justice, nous pouvons pousser pour de meilleures conditions de travail pour tous.
71. Lors des prochaines élections provinciales, il y a une opportunité d'atteindre une correction de cap et d'élire le NPD Ontario, qui livrera ce que plusieurs progressistes ont exigé pendant des années : des lois sur l'emploi et le travail complètement progressistes visant à augmenter la densité syndicale et les droits des travailleurs.

Le SCFP Ontario :

72. Continuera à travailler avec nos alliés à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement syndical pour solidifier les victoires déjà effectuées dans le projet de loi 148 et profiter de ces gains pour générer des améliorations pour la classe ouvrière dans la Loi sur les normes de travail et la Loi sur les relations de travail.
73. Travaillera avec la Fédération du travail de l'Ontario et la campagne de 15 dollars et la justice pour s'assurer que le 1^{er} janvier, 2019 le salaire minimum en Ontario est de 15 dollars de l'heure pour tous les travailleurs, sans exception.
74. Exigera que tout le monde soit payé un salaire de subsistance, y compris les serveurs et les jeunes.

75. Travaillera pour l'accréditation par vérification des cartes d'adhésion pour que tous les travailleurs dans la province puissent exercer leurs droits constitutionnels pour faire partie d'un syndicat. Poussera pour une interdiction empêchant les employeurs d'embaucher des travailleurs de remplacement, une pratique qui sape le combat pour du travail décent.
76. Continuera à travailler avec nos sections locales pour s'assurer que les gains obtenus dans le projet de loi 148 soient référés dans nos conventions collectives.
77. Préconisera pour l'élimination de toutes les exclusions dans la Loi sur les relations de travail.
78. Surveillera les effets des changements technologiques et de la fragmentation du travail sur nos membres.
79. Continuera à travailler avec nos secteurs pour bâtir des connaissances sur les régimes de retraite et la capacité de revendication chez nos membres. Fera la promotion et défendra les régimes de retraite à prestations déterminées, y compris la plaidoirie pour donner plus d'accès à nos membres à un régime de retraite au travail.
80. Continuera à se concentrer sur le recrutement des non syndiqués pour faire grandir notre syndicat.
81. Continuera à travailler avec la FTO et les affiliés pour régler les régimes de retraite et pour renforcer la sécurité à la retraite pour tous les travailleurs.
82. Continuera à travailler avec notre comité en santé et sécurité et nos secteurs pour dresser une campagne pour mobiliser nos membres contre la violence accrue dans nos milieux de travail.
83. Continuera à plaider pour la protection de travailleurs contre la violence au travail et les représailles injustes de l'employeur pour le recrutement, ou pour exiger la justice au travail. Tous nos efforts doivent rehausser la réalité que les femmes, immigrants et travailleurs racisés sont surreprésentés dans plusieurs emplois avec des hauts niveaux de violence qui sont malheureusement devenus bien trop normalisés.

Mouvements sociaux

84. Le succès de la campagne 15 dollars et la justice est un bon exemple de ce qui est possible lorsque le mouvement syndical se rallie à l'ensemble des mouvements sociaux. Tout au long de l'histoire, le capitalisme a essayé d'aller trop loin au lieu de travail et le syndicat a répondu en conséquence. Les syndicats ont non seulement travaillé pour améliorer les vies de leurs membres, mais en coalition avec les mouvements sociaux, nous avons travaillé pour avantager l'ensemble de la classe ouvrière. Nous pouvons

riposter contre les employeurs et le gouvernement et influencer la société avec un objectif axé sur la justice sociale.

85. Les défis futurs nous exigent de comprendre que le capitalisme se fonde sur la relation croisée entre l'exploitation, la marginalisation et l'inégalité. À tous les niveaux de notre syndicat, nous devons utiliser nos ressources pour travailler avec d'autres groupes pour obtenir la justice sociale. Nous devons approcher ce travail du point de vue multidimensionnel, en comprenant que les oppressions se renforcent et reproduisent des systèmes d'inégalité. Une partie du travail de tous les jours devrait être d'améliorer les conditions de ceux qui font face à plusieurs formes d'oppression. Selon les remarques de Kimberly Crenshaw, juriste extraordinaire qui a forgé le néologisme de la multi-dimensionnalité, ce sont les « femmes de couleur [qui sont les] plus touchées par la désindustrialisation et le désinvestissement du secteur public. »¹⁰
86. Nous devons continuer à engager une grande diversité de mouvements sociaux qui font progresser la cause de la justice sociale. Dans les dernières années, nous avons appuyé une variété de différents mouvements sociaux et si l'on regarde à l'avenir, leur diversité et leurs besoins vont augmenter. Nous devons nous trouver au centre de ces combats, en utilisant nos ressources pour amplifier notre message commun.

Le SCFP Ontario :

87. Continuera à travailler avec les mouvements sociaux, y compris parmi d'autres : Black Lives Matter, Jamais plus l'inaction, No One Is Illegal, la Coalition des syndicalistes noirs, l'alliance urbaine sur les relations raciales, Black Legal Action Centre, #moiaussi, Done Waiting, Bond de l'avant et l'Alliance environnementale de Toronto pour bâtir des alliances communautaires et pour amplifier leur message de justice sociale, environnementale et économique.
88. Continuera à travailler avec nos partenaires de coalition, y compris parmi d'autres : la coalition pour l'équité salariale, la coalition ontarienne pour de meilleures garderies, la coalition ontarienne pour la santé, la coalition ontarienne contre la pauvreté, la fédération canadienne de étudiantes et des étudiants, le peuple pour l'éducation, réparez nos écoles, les usagers du TTC, garder les moyens de transport publics, la couleur de la pauvreté – la couleur du changement, l'alliance ontarienne contre les fermetures d'écoles et le centre canadien pour les politiques alternatives, pour faire progresser nos objectifs partagés.
89. Continuera à exiger la justice environnementale, qui inclut des mesures compréhensives et efficaces pour combattre le changement climatique. Continuera à dresser une campagne contre la privatisation des actifs publics comme Hydro One pour s'assurer que la possession du public appuie la justice environnementale.

¹⁰ <http://www.law.columbia.edu/pt-br/news/2017/06/kimberle-crenshaw-intersectionality>

90. Continuera à appuyer une Juste Transition, qui exigera que tout travailleur dans des industries touchées par le changement climatique ait les ressources disponibles pour aider avec la transition vers un bon emploi durable. Ceci inclut la redynamisation de notre travail sur les revendications syndicales de longue date pour obtenir des emplois à temps plein.
91. Continuera à encourager nos secteurs d'intégrer la justice environnementale dans tout leur travail. Nous devons rehausser que les emplois verts sont des emplois du secteur public. Ces emplois ne génèrent pas d'émissions de carbone et sont les emplois de l'avenir.
92. Continuera le travail de notre groupe de travail sur l'environnement pour une année supplémentaire. Ce groupe agira en tant que point central pour les revendications sur l'environnement du SCFP Ontario et continuera son travail de mettre le Bond de l'avant en œuvre, puisque le SCFP Ontario l'a adopté lors de son congrès en 2016.
93. Travaillera avec notre comité des métiers pour mettre de la pression sur le gouvernement pour rehausser le profil des métiers en tant qu'emplois de qualité.

Égalité

94. Par intermédiaire de nos politiques, pratiques et recrutement politique, le SCFP Ontario restera en opposition aux effets disproportionnés de la privatisation et du sous-financement des services publics sur les travailleurs noirs, autochtones et d'autres travailleurs racisés, les travailleurs LGBTQ, les travailleurs ayant un handicap, les jeunes travailleurs, ainsi que les femmes faisant face à des enjeux d'équité entrecroisés.

Le SCFP Ontario :

95. Encouragera fortement les comités du SCFP Ontario d'offrir des ateliers contre le racisme, en se concentrant surtout sur le racisme contre les noirs, à chaque conférence du comité, y compris à toutes les conférences sectorielles.
96. Fera la promotion active de l'équité raciale à l'intérieur du SCFP en partageant les résultats du sondage fondé sur la race avec toutes les sections locales et en actualisant les outils pédagogiques.
97. Luttera contre la haine et l'intolérance accrues dans nos communautés en finançant et en participant à des campagnes et en s'associant avec des alliés pour promouvoir l'inclusion et la diversité.

98. Encouragera nos membres à participer activement aux prochaines élections pour élire des candidats qui partagent les valeurs du SCFP, comme l'inclusion et la promotion des services publics.
99. Continuera à faire la promotion de Carnival et à partager l'histoire et l'importance politique de Carnival.
100. Travaillera avec le comité de la solidarité internationale sur les enjeux communs entrecroisés, comme la sensibilisation sur les enjeux dont les travailleurs migrants doivent faire face.
101. Recommandera à toutes les sections locales de lire une reconnaissance territoriale pour reconnaître le territoire traditionnel occupé, suite à l'énoncé sur l'égalité au début de toutes les réunions syndicales. Ce geste symbolique est une première étape vers la vérité et la réconciliation.
102. Fera la promotion et participera à la journée de la chemise orange (l'histoire de Phyllis) le 30 septembre de chaque année, qui reconnaît l'histoire des pensionnats au Canada. Le SCFP Ontario mettra aussi de la pression et encouragera le gouvernement provincial, tous les syndicats, les alliés et les sections locales du SCFP de faire partie de la journée de la chemise orange pour montrer l'engagement du syndicat d'appuyer les appels à l'action de la Commission de la vérité et de la réconciliation pour promouvoir la journée de la chemise orange.
103. Continuera à encourager les sections locales du SCFP Ontario à participer et à appuyer le vigil des consœurs en esprit (SIS) de l'association des femmes autochtones du Canada (NWAC) ayant lieu aux alentours du 4 octobre à tous les ans, dans leurs communautés. Ce vigil commémore les vies des femmes et filles autochtones disparues et assassinées et est un appel à l'action pour mettre fin à la violence contre les femmes et filles autochtones.
104. Encouragera tous les dirigeants de sections locales à participer à un exercice de couverture pour former les dirigeants syndicaux sur l'histoire de la colonisation au Canada.
105. Fera la promotion et encouragera tous les membres à mettre de la pression sur le gouvernement pour rendre le 21 juin un congé national pour reconnaître et célébrer le patrimoine unique, les diverses cultures et les apports extraordinaires des Premières Nations, Inuits et Métis.
106. Travaillera avec le département de développement syndical pour développer un cours pour donner du pouvoir aux travailleurs ayant un handicap pour leur permettre d'utiliser leurs voix, de préconiser pour eux-mêmes et d'occuper des rôles de leadership dans notre syndicat.

107. Travaillera avec le département de développement syndical pour faire la promotion, réviser et mettre à jour l'atelier « Créer la justice raciale », pour permettre aux membres d'améliorer leurs connaissances au sujet de la suprématie des blancs et du racisme.
108. Continuera le travail débuté par le groupe de travail sur la violence des femmes pour donner de la sensibilisation sur les questions de violence sexuelle dans nos milieux de travail et dans nos syndicats. Ceci inclura le développement de modèles de règlements administratifs et de normatif pour les conventions collectives, des processus de soutien à partir de la première divulgation; la tabulation des résultats de sondages recueillis, des ateliers et de la formation pour aider les membres à traiter les rapports de violence sexuelle lorsque la police n'est pas impliquée et des considérations sur comment le programme de l'ombudsman pourrait être utilisé pour appuyer les survivants de violence sexuelle.
109. Travaillera avec le SFCP National pour mettre de la pression sur le Gouvernement du Canada pour condamner ouvertement la persécution et l'arrestation de toutes les militantes et tous les militants lesbiennes, gays, bisexuels, transgenre et queer (LGBTQ) en Ouganda et pour donner de la protection et un sanctuaire à ceux fuyant le pays sans causer de nouveaux traumatismes aux victimes.
110. Continuera à travailler à travers tous les niveaux de notre syndicat, ainsi qu'avec les alliés de la coalition sur l'équité salariale, pour adresser l'écart salarial, en comprenant la structure d'inégalité entre-liée et multidimensionnelle des travailleuses, travailleurs autochtones, noirs, racisés, LGBTQ, immigrants et handicapés.
111. S'assurera que tous les événements du SFCP Ontario seront accessibles à tous nos membres.
112. Continuera à faire campagne avec le comité des travailleurs ayant un handicap pour l'éducation interne sur les enjeux liés aux handicaps et mettra de la pression pour obtenir une meilleure accessibilité et des cadres de travail légaux favorables.
113. Exigera la fin de la violence contre les femmes trans noires et d'autres travailleurs LGBTQ racisés qui font face à la violence dans leurs communautés et au travail.
114. Continuera à bâtir sur nos efforts pour agrandir la participation des membres du SFCP à des événements de fierté lesbiennes, gays, bisexuels, transgenre, queer (LGBTQ) à travers la province et rehaussera le rôle du mouvement syndical dans son combat pour des droits LGBTQ.
115. Continuera à demander aux employeurs et au gouvernement de l'Ontario de fournir des toilettes sexospécifiques dans des sites publics et au travail.

116. Continuera à travailler avec le comité Triangle rose pour préconiser des programmes d'éducation sexuelle plus inclusives et générales dans les écoles publiques, avec l'emphase sur l'éducation sur les familles non traditionnelles, les relations non traditionnelles et les identités sexuelles non traditionnelles.

Services sociaux

Par intermédiaire du comité de coordination des travailleurs des services sociaux (CCTSS),

Le SCFP Ontario :

117. Bâtera sur le militantisme de première ligne des sections locales des services sociaux du SCFP pour lutter contre les réductions, les fermetures de programmes, des charges de travail plus élevées ayant un effet sur la livraison de services et de longue listes d'attente pour les soutiens en services sociaux à travers le partage et la promotion de boîtes à outils, la recherche et de stratégies.

118. Travaillera avec les alliés pour continuer à répondre aux changements législatifs vastes et radicaux et aux changements aux politiques d'accréditation et de réglementation. Nous allons aussi surveiller et répondre aux projets pilotes ayant lieu dans le secteur, la violence accrue au lieu de travail, les impacts de nouvelles technologies introduites rapidement et les effets complexes de ces changements sur les utilisateurs de nos services, ainsi que nos membres dans les cinq sous-secteurs à l'intérieur des services sociaux.

119. Dressera une campagne pour fermer l'écart salarial entre les sexes, surtout puisque la majorité des membres représentés par le CCTSS sont des femmes dans des emplois précaires et mal rémunérés. Continuera à travailler avec la coalition ontarienne sur l'équité salariale et d'autres alliés pour éliminer l'écart salarial entre les sexes en exigeant des actions du gouvernement pour prendre toutes les étapes nécessaires identifiées lors des consultations. Nous encouragerons les sections locales et les membres à participer à la journée d'action sur l'équité salariale et nous exercerons des pressions pour obtenir une source de financement consacrée aux ajustements d'équité salariale pour les travailleurs du secteur public.

120. Participera à des actions politiques coordonnées et augmentera l'action politique intersectionnelle qui mettra de la pression sur les gouvernements fédéral, provincial et municipal pour augmenter le financement lié à l'agrandissement des services sociaux publics en se fiant moins sur le financement de fondations et d'organismes caritatifs; l'introduction de formules de financement équitables et la mise en œuvre de recommandations clés des rapports d'enquêtes, de vérificateurs et de sécurité.

121. Continuera à rehausser que l'Ontario fournit moins de financement par personne pour tous les programmes et services par rapport à toute autre province et utilisera ceci dans

les campagnes électorales provinciales et municipales en 2018 pour exiger l'engagement des candidats et partis politiques pour créer un changement pour le mieux.

122. Renforcera les relations et l'infrastructure de communication avec les sections locales et les membres avec de la sensibilisation qui inclut de meilleures opportunités pour la planification conjointe et l'établissement de stratégies avec des conférences téléphoniques et des rencontres en personne à travers le secteur avec non seulement le leadership, mais aussi les membres et militants de la base.
123. Continuera à appuyer la participation aux groupes de travail du Ministère et de l'Association d'employeurs pour présenter les voix des travailleurs à la discussion pour adresser les enjeux systémiques avec l'objectif d'une mise en œuvre générale et des pressions politiques accrues lorsque les mouvements et les actions se ralentissent pour s'assurer que les objectifs de ces groupes sont satisfaits par tous les intéressés.
124. Le secteur des services sociaux s'engage toujours au travail d'égalité dans notre syndicat, dans nos lieux de travail et dans la société en général et nous continuons à appuyer les comités de l'égalité du SCFP Ontario et à intégrer leur travail avec des plans de travail et des événements du CCTSS, y compris le conseil des autochtones, le comité des travailleurs blessés et le comité de santé et sécurité professionnelle du SCFP Ontario.

Municipalités

Par intermédiaire du leadership du comité de coordination des employés des municipalités de l'Ontario (CCEMO),

Le SCFP Ontario :

125. Continuera à engager les sections locales municipales dans la lutte contre la privatisation des services électriques aux niveaux provincial et municipal.
126. Contestera agressivement les municipalités qui essaient de privatiser les services municipaux ou qui essaient de négocier des concessions. Le CCEMO continuera à éduquer et à fournir des soutiens aux municipalités faisant face à des examens des services essentiels.
127. Créera des opportunités d'apprentissage supplémentaires pour permettre aux alliés et aux travailleurs municipaux d'appuyer la création d'outils de revenu progressistes afin de maintenir et de faire grandir les services publics de qualité et de créer de bons emplois.
128. Renforcera la présence régionale du CCEMO en créant des réseaux régionaux qui peuvent régulièrement se rencontrer et travailler ensemble pour créer des conseils de

vigilance locaux. Nous participerons aux élections municipales en 2018, répondrons à la privatisation et lutterons contre les menaces de négociations de concessions.

129. Par intermédiaire du CCEMO et du CCTSS, continuera à bâtir sur le succès de la campagne à Cassellholme pour empêcher le désinvestissement municipal des installations de soins de longue durée.

130. Continuera à bâtir sur nos succès pour ramener les services municipaux sous-traités antérieurement et défendra les efforts de remunicipalisation supplémentaires en utilisant des modèles utilisés fructueusement par nos sections locales.

131. Travaillera avec nos alliés pour bâtir du soutien pour la santé publique.

132. Continuera à éduquer, engager et activer les membres du système de retraités des municipalités de l'Ontario (OMERS) contre les déductions des prestations.

Bibliothèques

Le SCPF Ontario :

133. Continuera sa campagne interne pour le développement de compétences, la participation des membres, une coordination accrue et une solidarité solide parmi les bibliothécaires pour lutter contre la croissance de travail précaire et à temps partiel, sans avantages sociaux ni de régimes de retraite dans ce sous-secteur.

134. Continuera à agrandir la campagne de cartes postales pour les bibliothécaires dans le but de rehausser le profil des bibliothécaires avec des actions communautaires positives et visibles dans le but de mettre de la pression sur les politiciens municipaux d'investir dans des bibliothèques en tant qu'institutions de développement communautaire à travers l'Ontario.

135. Continuera à surveiller et à répondre à la privatisation potentielle ou à d'autres menaces comme les bibliothèques sans personnel qui nuiront les services de qualité et réduiront le nombre d'emplois de qualité.

Services ambulanciers

Le SCFP Ontario :

136. Bâtira sur la campagne de sensibilisation interne du comité d'ambulanciers du SCFP Ontario (CASO) avec des dépliants, vidéos de campagne et publications dans les médias pour rehausser les services d'urgence qui sauvent des vies fournis par les ambulanciers

et les agents de communication en tant que professionnels des soins de santé d'urgence à formation spéciale.

137. Continuera à travailler avec les alliés comme le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) pour exercer des pressions sur le gouvernement et dresser une campagne pour les soins d'urgence et la sécurité du public avec des travailleurs des services ambulanciers formés convenablement et pour arrêter l'incursion de l'Association des pompiers professionnels de l'Ontario (APPO) dans les services ambulanciers.

138. S'assurera que les niveaux provincial et municipal du gouvernement appuient l'agrandissement de programmes communautaires en secours paramédicaux qui ont montré des résultats positifs et ont incité le soutien du public.

139. Continuera à s'opposer à un ordre professionnel d'ambulanciers.

140. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial et le Ministère du travail pour changer la Loi sur la négociation collective dans les services d'ambulance.

141. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial, le Ministère du travail et le Ministère de la santé pour changer le système de téléavertisseur d'ambulances en Ontario pour réduire les effets adverses de réponses en sursaut de la part des ambulanciers.

142. Travaillera avec l'association de santé et sécurité des services publics, les syndicats d'ambulanciers et d'autres intéressés pour combattre la violence contre les ambulanciers.

143. Travaillera avec les sections locales d'ambulanciers pour établir des négociations coordonnées à l'intérieur du secteur d'ambulanciers.

Santé publique

144. Par intermédiaire du leadership du comité de coordination des employés des municipalités de l'Ontario (CCEMO) et le comité de coordination des travailleuses et travailleurs en soins de santé (CCTTSS),

Le SCFP Ontario :

145. Bâtera sur les forums en santé publique précédents organisés conjointement par le CCTTSS et le CCEMO, renforcera notre groupe de travail sur la santé publique pour mobiliser le sous-financement d'unités en santé publique en Ontario.

146. Débutera une campagne publique et une mobilisation interne pour sensibiliser le public sur l'importance des soins de santé préventifs et les programmes et services vitaux offerts dans nos communautés par les travailleurs de première ligne en santé publique.

Universités

Par intermédiaire du leadership du comité de coordination des travailleurs des universités de l'Ontario (CCTUO),

Le SCFP Ontario :

147. Développera une campagne compréhensive pour combattre la hausse en travail précaire sur nos campus de différentes façons, y compris en négociant des avantages sociaux pour les travailleurs occasionnels et à temps partiel, en ramenant les services alimentaires à l'interne et en renforçant les alliances sur les campus.

148. Développera une campagne compréhensive sur la santé mentale, y compris en s'assurant que la santé mentale soit traitée en tant que problème de santé et sécurité plutôt qu'un problème de ressources humaines.

149. Développera et négociera des politiques universitaires communes et des soutiens pour traiter le nettoyage suite à une crise et le nettoyage suite à une maladie infectieuse.

150. Développera une campagne compréhensive sur les régimes de retraite, y compris la protection des régimes de retraite, l'amélioration du Régime de pension du Canada et de la Sécurité de la vieillesse et offrira du leadership sur les régimes de retraite conjoints.

151. Travaillera avec nos sections locales pour développer une campagne à travers le secteur pour reconnaître les enjeux spécifiques aux campus concernant le racisme.

152. Travaillera avec la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants pour s'assurer que les campus sont des espaces sécuritaires, libres de violence raciale et de harcèlement et exigera du financement institutionnel pour créer ces espaces.

153. Continuera sa campagne contre la sous-traitance et l'impartition des services aux bâtiments.

154. Dressera une campagne pour promouvoir les programmes d'apprentis dans le secteur public.

155. Travaillera avec la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants et nos coalitions sur les campus pour recevoir de la formation sur les actions directes sur chacun de nos campus.
156. Cherchera à améliorer l'accessibilité du bureau régional du SCFP Ontario, y compris une vérification complète sur l'accessibilité, s'assurant qu'il y a des salles de bain complètement accessibles et des services de garderie.
157. Continuera à développer et à améliorer la campagne de négociation coordonnée pour les 23 conventions collectives échouant en 2019.

Conseils scolaires

Par intermédiaire du leadership du conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO),

Le SCFP Ontario :

158. Continuera à donner de la sensibilisation à la communauté au sujet de l'importance fondamentale du travail de nos membres et bâtira des alliés communautaires pour bâtir du soutien lors des négociations.
159. Continuera à travailler avec les alliés communautaires pour combattre les fermetures d'écoles et pour bâtir sur le concept d'écoles devenant des carrefours communautaires. Travaillera avec le département de développement syndical et le SCFP National pour offrir plus de formation syndicale afin d'équiper les sections locales de façon proactive avec la capacité de répondre rapidement aux fermetures.
160. Continuera à exposer les erreurs de la formule de financement et exercera des pressions avec des alliés pour un examen complet et public du financement de l'éducation.
161. Continuera à lutter agressivement contre toute tentative de sous-traiter le travail de nos membres.
162. Continuera à plaider pour le plein financement du travail de nos membres lors de la planification du budget et des consultations du gouvernement.
163. Coordonnera des campagnes désignées provinciales avec les dirigeants des sections locales afin de livrer ces campagnes avec leurs membres au niveau local.
164. Continuera à mettre de la pression sur le SCFP National pour du financement soutenu pour les négociations provinciales.

165. Identifiera et appuiera les candidats lors des élections provinciales, municipales et de fiduciaires en 2018 qui s'engageront à financer pleinement notre système d'éducation livré au public.
166. Bâtira sur notre travail avec le groupe de travail sur la santé et sécurité au niveau provincial pour donner de la sensibilisation au sujet de la violence au travail et pour développer une approche standard au reportage de la violence dans les écoles – au-delà des blessures causant du temps perdu.
167. Travaillera pour s'assurer qu'il y aura un suivi adéquat et du soutien pour ceux qui ont subi des incidents de violence au travail (soit directement ou en tant que témoin).
168. Engagera les membres et les dirigeants des sections locales activement dans le développement de propositions pour les négociations centrales pour mobiliser les membres dans le combat pour améliorer nos conventions collectives.
169. Exercera des pressions sur le gouvernement fédéral pour régler le problème d'assurance-emploi pour les travailleurs des conseils scolaires.
170. Par intermédiaire du SCFP National, formera des membres en recrutement pour aider à recruter les travailleurs non syndiqués dans le système scolaire.

Soins à domicile

Par intermédiaire du leadership du comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTSS) et le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO),

Le SCFP Ontario :

171. Continuera à travailler avec les alliés comme la coalition ontarienne de la santé (COS), les organismes communautaires régionaux, les groupes constitutifs clés et d'autres syndicats pour rehausser les dommages d'un système de soins de santé privatisé, sous-financé et disparate et pour montrer que la demande existe pour avoir un système de financement public adéquat.
172. Répondra à la restructuration importante des soins de santé en Ontario, y compris les changements causés par la stratégie « Priorité aux patients » du Ministère de la Santé comme le financement autodirigé et la réintégration du registre obligatoire pour les réposés aux services de soutien (PSS).
173. Exigera des emplois à temps plein, un revenu équitable, des avantages sociaux, des régimes de retraite et des conditions de travail équitables pour les soins à domicile, un groupe de travailleurs de première ligne exploités qui sont souvent des femmes

immigrantes racisées, travaillant dans des conditions précaires et stressantes. Ceci inclut aussi le travail actif pour syndiquer ces travailleurs.

174. Publiera un rapport de l'expérience des préposés aux services de soutien dans les soins à domicile et ceux recevant les soins dans la communauté et effectuera une tournée médiatique avec des experts pour mettre de la pression sur la province pour mettre sur place des heures de travail garanties.
175. Continuera à riposter contre le registre obligatoire de préposés aux services de soutien qui se fonde principalement sur les plaintes et qui débutera en printemps 2018 avec des consultations limitées avec les travailleurs et les syndicats.

Soins de longue durée

Par intermédiaire du leadership du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et le comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTSS),

Le SCFP Ontario :

176. Exigera que le gouvernement de l'Ontario adresse le problème accru de violence entre résidents dans les foyers de soins de longue durée.
177. Fournira aux aînés le soin requis en adoptant la *Loi sur le temps alloué aux soins* (le projet de loi 43) qui exige une norme minimale de soins pratiques de 4 heures par jour pour les résidents des soins de longue durée. Il nous faut plus de personnel de première ligne urgemment dans les installations de soins de longue durée.
178. Bâtera et accélérera la campagne Le temps pour soigner du CCTSS en publiant un rapport dans les communautés à travers l'Ontario démontrant comment le sous-financement des soins de longue durée blesse les résidents dans nos installations.
179. Organisera des colloques dans les communautés et des rassemblements à l'extérieur des installations de soins de longue durée pour appuyer cette campagne.
180. Travaillera avec l'Université de Stirling pour publier les résultats de leur étude sur la violence contre les membres dans les soins de longue durée.
181. Continuera à organiser des journées de mise de pression à Queen's Park et aux bureaux des députés provinciaux jusqu'à l'adoption de la *Loi sur le temps alloué aux soins*.

Hôpitaux

Par intermédiaire du leadership du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et le comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTTSS),

Le SCFP Ontario :

182. Appuiera la demande que toutes les installations de soins de longue durée soient financées pour les augmentations des coûts réels, y compris l'impact du vieillissement et de la croissance de la population, l'utilisation et l'inflation médicale (médicaments, technologies médicales, etc.).
183. Appuiera la campagne du CSHO et du CCTTSS pour mettre fin à la violence contre le personnel des soins de santé, y compris les revendications pour l'augmentation du financement et de la dotation dans les hôpitaux et installations de soins de longue durée en Ontario pour atteindre la moyenne canadienne.
184. Exigera des modifications au Code criminel canadien pour rendre l'agression contre un travailleur en soins de santé (ambulanciers, soins à domicile, hôpitaux, soins de longue durée ou soins communautaires) une forme d'agression plus sérieuse pour la condamnation.
185. Appuiera les travailleurs des soins de santé pour avoir les mêmes droits de refuser du travail dangereux que d'autres travailleurs du secteur public.
186. Exigera une loi provinciale qui protégera tout travailleur dans tout secteur qui signale la violence subie au travail ou qui se prononce au sujet des problèmes de violence au travail.
187. Appuiera la demande d'une rémunération adéquate et de payer pour les services psychologiques et de santé pour les travailleurs qui sont des victimes de violence.
188. Appuiera les sections locales des hôpitaux pour suivre le travail de nos membres lorsque celui-ci est transféré à la sous-traitance ou à la restructuration et mettra de la pression pour que les termes d'emploi aux hôpitaux soient appliqués dans ces circonstances.

CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2018



CUPE  **SCFP**
Ontario